

**Audience publique du 16 mai 2011**

Recours formé par  
Monsieur ..., ...  
contre une décision du ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration  
en matière de protection internationale

---

**JUGEMENT**

Vu la requête inscrite sous le numéro 27289 du rôle et déposée au greffe du tribunal administratif le 9 septembre 2010 par Maître Olivier Lang, avocat à la Cour, assisté de Maître Guillaume Gros, avocat, tous les deux inscrits au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de Monsieur ..., né le ... à ... (Gambie), de nationalité gambienne, demeurant actuellement à ..., tendant, d'une part, à la réformation sinon à l'annulation d'une décision du ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration du 4 août 2010 portant refus de sa demande de protection internationale et, d'autre part, à l'annulation de l'ordre de quitter le territoire inscrit dans la même décision ;

Vu le mémoire en réponse du délégué du gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif le 12 novembre 2010 ;

Vu les pièces versées en cause et notamment la décision critiquée ;

Le juge-rapporteur entendu en son rapport, ainsi que Maître Guillaume Gros et Monsieur le délégué du gouvernement Jean-Paul Reiter en leurs plaidoiries respectives.

---

Le 24 septembre 2007, Monsieur ... introduisit auprès du service compétent du ministère des Affaires étrangères, direction de l'Immigration, une demande de protection internationale au sens de la loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection, ci-après dénommée « la loi du 5 mai 2006 ».

Il fut entendu en date des 8 et 23 mai 2008 par un agent du ministère des Affaires étrangères, direction de l'Immigration, sur sa situation et sur les motifs se trouvant à la base de sa demande de protection internationale.

Par décision du 4 août 2010, notifiée par lettre recommandée le 9 août 2010, le ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration, entretemps compétent, ci-après dénommé « le ministre », informa Monsieur ... que sa demande de protection internationale avait été rejetée comme étant non fondée. Cette décision est libellée comme suit :

*«J'ai l'honneur de me référer à votre demande de protection internationale que vous avez présentée auprès du service compétent du Ministère des Affaires étrangères en date du 24 septembre 2007.*

*En mains le rapport d'entretien de l'agent du Ministère des Affaires étrangères du 8 et 23 mai 2008.*

*Il résulte de vos déclarations que vous auriez été stagiaire dans un hôpital dénommé « ... ». Vous auriez été en charge de vérifier les résultats des traitements pris par des patients atteints du Sida et de leur révéler ces résultats. Or, vous n'auriez pas été prévenu que pour les patients soignés par le président, il ne fallait pas révéler si le traitement n'avait pas fonctionné. Le président aurait donc pensé que c'était du sabotage et aurait de ce fait arrêté votre supérieur hiérarchique. Un ami de vos parents travaillant au service de renseignements vous aurait informé que vous devriez partir parce que votre nom figurerait sur une liste des personnes recherchées. Vous auriez de ce fait quitté votre domicile pour vous rendre chez votre grand-mère vivant près de la frontière sénégalaise. Le lendemain, vous auriez appris par une lettre envoyée par vos parents à votre grand-mère que durant la nuit « des gens », sans savoir qui, auraient incendié la maison de vos parents. Vous seriez alors parti vivre chez des amis au Sénégal durant une semaine puis finalement vous auriez pris un bateau pour venir en Europe. Vous ajoutez que le pêcheur vous ayant aidé à monter à bord vous aurait accompagné en voiture après avoir accosté jusqu'à un endroit à partir duquel vous auriez pris le bus en direction de Luxembourg. Vous auriez quitté la Gambie en juillet 2007. Vous avez déposé votre demande de protection internationale le 24 septembre 2007.*

*Vous expliquez que vous auriez peur pour votre vie.*

*Enfin, vous admettez n'être membre d'aucun parti politique.*

*Il y a d'abord lieu de relever que la reconnaissance du statut de réfugié n'est pas uniquement conditionnée par la situation générale du pays d'origine, mais aussi et surtout par la situation particulière du demandeur d'asile qui doit établir, concrètement, que sa situation individuelle est telle qu'elle laisse supposer une crainte fondée de persécution au sens de la Convention de Genève.*

*En premier lieu, des remarques importantes sont à relever au niveau de la crédibilité de vos déclarations. En effet, d'un côté vous prétendez que vous n'êtes pas sûr que vous soyez recherché et pourtant d'un autre côté vous affirmez que votre père aurait été arrêté pour savoir où vous vous trouviez et que le service de renseignements vous rechercherait. Ceci est totalement contradictoire.*

*A cela s'ajoute que le document censé prouver le fait que vous ayez été scolarisé à « ... » mentionne un numéro de téléphone qui est faux. Non seulement l'agent en charge de la décision a composé le numéro et la réponse est que ce numéro n'existe pas, mais aussi tous les numéros de téléphone en Gambie ont 7 chiffres et non pas 6 tel qu'il est inscrit sur l'attestation. Le numéro exact de l'école découvert suite à nos recherches ne correspond pas du tout à celui indiqué dans l'attestation. Par ailleurs, l'adresse mentionnée comporte une erreur, au lieu de ..., il est noté « ... ». Pour finir, le principal de l'école (qui se trouve être le signataire du document) ne s'appelle pas « ... » comme l'indique le document, mais depuis septembre 2005 il s'agit d'un dénommé « ... ».*

*Quant à l'acte de naissance versé, la date de délivrance de cet acte est le 3 juin 2007. Or, c'était un dimanche et en Gambie ce n'est pas un jour ouvrable. De toute façon, il convient de s'interroger sur le fait que vous avez procuré un acte de naissance émis environ un mois avant votre départ de Gambie et qui semble-t-il a survécu à l'incendie de la maison de vos parents, incendie ayant pourtant eu lieu en juillet 2007.*

*En outre, selon nos recherches aucune trace n'a été trouvée concernant le dénommé « ... » en tant que supérieur hiérarchique ayant travaillé au .... Dans un autre contexte ajoutons que vous affirmez n'être resté qu'un seul jour chez votre grand-mère à la frontière sénégalaise et pourtant avoir été informé par courrier de vos parents que pendant la nuit un incendie aurait ravagé leur maison. Le fait que vous auriez reçu un courrier le même jour que son envoi est inconcevable.*

*Au regard de toutes les remarques précédentes, votre récit manque de crédibilité et n'est donc pas convaincant.*

*De toute façon, votre crainte de persécution est à qualifier d'hypothétique. Vous mentionnez ne pas avoir reçu d'instructions particulières et personnelles quant aux résultats à divulguer aux patients, vous n'avez donc pas été sommé de ne pas divulguer ceux afférents au traitement octroyé par le président, de sorte qu'il est improbable que le gouvernement vous reproche de l'avoir fait. D'autant plus que vous n'avez pas transmis les résultats aux médias, mais uniquement aux patients concernés. Sans oublier qu'auparavant vous n'avez jamais été persécuté ou ennuyé par les autorités, vous ne mentionnez d'ailleurs aucun autre problème vécu en Gambie. De plus, un lien entre l'incendie de la maison parentale et votre problème n'est pas établi, ni les auteurs, ni le motif de cette infraction ne sont connus. A cela s'ajoute que le fait d'avoir effectué une tâche professionnelle usuelle qui n'aurait pas dû être faite et qui constituerait une « faute professionnelle » ne relève pas de la Convention de Genève étant donné que la crainte qui en découle ne repose sur aucune considération raciale, ethnique ou politique.*

*Enfin, il ressort de vos déclarations que vous auriez vécu du mois de juillet 2007 jusqu'au 30 août 2007 au Sénégal où vous auriez des amis, à .... Vous auriez pu vous installer définitivement au Sénégal au lieu de venir jusqu'en Europe. Les motifs qui sous-tendent votre venue en Europe peuvent être considérés comme personnels et ne relevant pas de la Convention de Genève.*

*En outre, votre récit ne contient pas de motifs sérieux et avérés permettant de croire que vous courez un risque réel de subir les atteintes graves définies à l'article 37 de la loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection. En effet, les faits invoqués à l'appui de votre demande ne nous permettent pas d'établir que a) vous craignez de vous voir infliger la peine de mort ou de vous faire exécuter, b) vous risquez de subir des actes de torture ou des traitements ou sanctions inhumains ou dégradants, c) vous êtes susceptible de faire l'objet de menaces graves et individuelles contre votre vie en raison d'une violence aveugle en cas de conflit armé interne ou international.*

*En effet, vous n'avez subi aucun mauvais traitement et il n'existe aucun motif sérieux et avéré qui nous permet de penser que vous risquiez réellement en cas de retour de subir des traitements inhumains ou dégradants. En outre, notons que vous n'avez été condamné à aucune peine et que la Gambie ne connaît à l'heure actuelle pas de conflit armé. Par conséquent, vous ne remplissez pas les critères prévus à l'article 37 de la loi précitée.*

*Votre demande en obtention d'une protection internationale est dès lors refusée comme non fondée au sens de l'article 19§1 de la loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection.*

***La présente décision vaut ordre de quitter le territoire.(...) ».***

Par requête déposée au greffe du tribunal administratif le 9 septembre 2010, Monsieur ... a fait introduire un recours tendant à la réformation sinon à l'annulation de la décision précitée du ministre du 4 août 2010, par laquelle il s'est vu refuser la reconnaissance d'un statut de protection internationale, et un recours tendant à l'annulation de la décision du même jour, incluse dans le même document, portant à son égard l'ordre de quitter le territoire.

#### 1. Quant au recours tendant à la réformation de la décision de refus d'une protection internationale

Etant donné que l'article 19 (3) de la loi du 5 mai 2006 prévoit un recours en réformation en matière de demandes de protection internationale déclarées non fondées, seul un recours en réformation a pu être dirigé contre la décision ministérielle déférée.

Le recours en réformation est recevable pour avoir par ailleurs été introduit dans les formes et délai de la loi.

Il n'y a dès lors pas lieu de statuer sur le recours subsidiaire en annulation.

A l'appui de son recours, le demandeur soutient être originaire de Gambie et être né dans la ville de .... Il déclare avoir été scolarisé jusqu'en 2007, année pendant laquelle il aurait effectué un stage dans une structure hospitalière, le « ... », spécialisée dans la recherche médicale des maladies infectieuses, située dans la ville de ... . Il soutient avoir été en charge de la transmission des résultats des tests faits sur des patients atteints du virus HIV. Dans cette structure hospitalière, les tests auraient concerné tant des patients réguliers que des patients traités par le remède à base de plantes médicinales mis au point par le chef de l'Etat, ... . Un jour où le demandeur aurait été seul en poste, sans avoir reçu d'instructions particulières, il aurait transmis les résultats aux patients traités suivant le remède présidentiel. Peu de temps après la transmission de ces résultats, le responsable du service, un dénommé ..., aurait été arrêté par les agents de la « *National Intelligence Agency* ». Concomitamment à cette arrestation, un ami de ses parents les aurait avertis du danger qu'il aurait couru car il aurait été recherché par les autorités. Il aurait été tenu responsable par les autorités d'avoir transmis aux patients traités suivant le remède présidentiel le résultat de leur test sans qu'il y ait pu y avoir une intervention présidentielle. Le demandeur suppose qu'il aurait été « *cependant plus que probable que le président et ses conseillers avaient prévu une procédure spéciale selon laquelle les résultats auraient dû faire l'objet d'un envoi préalable au cabinet présidentiel qui lui, se serait chargé de les retransmettre, ou non ou encore vraisemblablement falsifiés, mais cette procédure n'a de toute évidence pas abouti* ». Le demandeur expose avoir ensuite quitté le domicile familial et s'être rendu chez sa grand-mère, dans le village d'... , près de la frontière sénégalaise. La nuit suivant son départ, la maison de ses parents aurait été incendiée. Ceux-ci lui auraient enjoint de se rendre à ... au Sénégal, ville dans laquelle ils auraient eu des connaissances qui lui auraient offert l'hospitalité. De là, il se serait rendu en Europe.

En droit, le demandeur estime que les faits relatés par lui seraient suffisamment graves du fait de leur nature ou de leur caractère répété pour constituer une violation grave des droits fondamentaux de l'homme au sens de l'article 31 (1) de la loi du 5 mai 2006.

Il écarte les reproches du ministre quant aux différentes contradictions de son récit relevées en rétorquant qu'il aurait appartenu au ministre lui-même de les clarifier. Les incohérences relèveraient d'une mauvaise lecture par le ministre du rapport d'audition. En invoquant les articles 9 (3), 9 (6) a) et 18 de la loi du 5 mai 2006, il fait valoir qu'il aurait pu apporter une explication aux contradictions ou incohérences relevées si les questions idoines lui avaient été posées. L'absence d'un entretien complémentaire ne saurait entraîner pour lui une conséquence défavorable quant à la crédibilité de son récit. L'origine de certaines incohérences dans son récit résiderait dans la mauvaise interprétation faite par le ministre et, en particulier quant à sa déclaration que le ministre qualifie de contradictoire relative à la question de savoir s'il fait ou non l'objet de recherches par les autorités gambiennes. La contradiction dégagée par le ministre ne serait que le « *fruit d'une déformation de ses propos pourtant tout à fait clairs et cohérents* ». Il explique qu'« *il n'a pas la certitude que les autorités mobilisent toujours des ressources matérielles et humaines pour retrouver sa trace, mais qu'il est évident que le gouvernement ne l'a pas « oublié* » ». Il indique ensuite que l'audition ayant eu lieu près d'un an après le déroulement des faits, il n'y aurait aucune contradiction quand il émettrait un doute quant à la question de savoir si les autorités seraient encore ou non activement à sa recherche, ce doute n'étant pas de nature à atténuer ses craintes de persécutions. Par ailleurs, l'origine des contradictions résiderait encore dans la circonstance que le ministre n'aurait pas sollicité des explications simples de sa part. Ainsi en serait-il du reproche fait par le ministre de la réception d'un courrier de ses parents le jour même de son envoi alors qu'il se serait trouvé chez sa grand-mère, habitant à la frontière sénégalaise. L'explication qui n'a pas été sollicitée par le ministre en serait qu'il ne se serait pas agi d'un courrier postal mais d'une missive, « *a message, like a letter* ».

Quant aux critiques formulées par le ministre relatives à l'authenticité des documents, le demandeur ne conteste pas les constatations par lui faites portant sur l'attestation de scolarité, à savoir le faux numéro de téléphone, la faute d'orthographe dans l'adresse (« ... » en lieu et place de « ... » ) ainsi que le faux nom du principal de l'école. Il donne à considérer qu'il aurait cherché à se procurer l'attestation requise en sollicitant un ami par courrier électronique de sorte qu'il aurait ignoré les conditions dans lesquelles ladite attestation aurait été établie. S'agissant des critiques formulées par le ministre quant à l'acte de naissance, à savoir que cet acte aurait été établi le ... qui serait un dimanche, il donne à considérer que la pratique administrative européenne ne serait pas à transposer en Gambie et qu'il ne serait pas exclu que le calendrier musulman en vigueur en Gambie ne coïncide pas avec le calendrier grégorien. Il explique également qu'il ne serait pas improbable que l'acte de naissance « *ait survécu à l'incendie de la maison* » de ses parents, celle-ci n'ayant pas été totalement détruite par les flammes. Enfin la circonstance selon laquelle les recherches effectuées par le ministre n'auraient pas permis de vérifier que le dénommé ... aurait été le supérieur hiérarchique du demandeur au sein du « ... », ne permettrait pas de déduire que sa version des faits serait erronée étant donné qu'il ignorerait l'ampleur des recherches ministérielles.

Le délégué du gouvernement soutient que le ministre aurait fait une saine appréciation de la situation du demandeur et que son recours laisserait d'être fondé. Ainsi, le ministre aurait à juste titre émis des doutes quant à la véracité du récit du demandeur. A supposer le récit du demandeur établi, le délégué du gouvernement estime que ni les conditions de l'article 31 (1) et (2), ni celles de l'article 37 de la loi du 5 mai 2006 ne seraient remplies.

Aux termes de l'article 2 a) de la loi du 5 mai 2006, la notion de « *protection internationale* » se définit comme correspondant au statut de réfugié et au statut conféré par la protection subsidiaire.

La notion de « réfugié » est définie par l'article 2 c) de ladite loi comme étant « *tout ressortissant d'un pays tiers qui, parce qu'il craint avec raison d'être persécuté du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de ses opinions politiques ou de son appartenance à un certain groupe social, se trouve hors du pays dont il a la nationalité et qui ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays ou tout apatride qui, se trouvant pour les raisons susmentionnées hors du pays dans lequel il avait sa résidence habituelle, ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut y retourner (...)* ».

La reconnaissance du statut de réfugié n'est pas uniquement conditionnée par la situation générale du pays d'origine mais aussi et surtout par la situation particulière du demandeur d'asile qui doit établir, concrètement, que sa situation subjective spécifique a été telle qu'elle laissait supposer un danger sérieux pour sa personne.

Dans le cadre de l'évaluation de la situation personnelle du demandeur, l'examen fait par le tribunal ne se limite pas à la pertinence des faits allégués, mais il apprécie également la valeur des éléments de preuve et la crédibilité des déclarations du demandeur. A défaut de pièces, le demandeur d'asile doit du moins présenter un récit crédible et cohérent. En effet, la crédibilité d'un demandeur de protection internationale constitue un élément d'appréciation fondamental dans l'appréciation de la justification d'une demande d'asile, spécialement lorsque des éléments de preuve matériels font défaut.

En l'espèce, la décision déferée du 4 août 2010 conclut qu' « *Au regard de toutes les remarques précédentes, [votre] récit manque de crédibilité et n'est donc pas convaincant* ». La décision retient par ailleurs que la crainte de persécution serait hypothétique. Il y a partant lieu de retenir que la décision est principalement fondée sur un défaut de crédibilité et de cohérence du récit présenté par le demandeur à l'appui de sa demande de protection internationale.

A cet égard, le tribunal constate de prime abord que le ministre a relevé à juste titre des incohérences dans les explications du demandeur des faits et a émis des doutes quant à l'authenticité des documents.

Quant aux incohérences et contradictions du récit du demandeur, le tribunal relève dans un premier temps qu'il ressort d'une attestation médicale du Dr ... du Service d'imagerie médicale de l'Hôpital ... du 27 septembre 2007 qu'à cette date, le demandeur avait un « *Âge osseux évalué à ... selon l'Atlas de Greulich et Pyle* » de sorte qu'au moment des faits ayant provoqué la fuite du demandeur de Gambie qu'il situe lui-même comme étant intervenus en juillet 2007 (« *I don't know exactly, but that was in July 2007*), il aurait, en toute vraisemblance

été âgé de ... ans et quelques mois. Il échet de constater que s'il ne ressort pas des explications du demandeur les raisons pour lesquelles, étant en terminale (« *I was in High School in ..., in the final year* »), il ait travaillé en tant que stagiaire dans un centre médical, il n'en reste pas moins qu'il est surprenant qu'un laboratoire réputé de Gambie ait décidé de recruter un stagiaire d'un jeune âge, sans formation théorique ou professionnelle spécialisée, alors qu'il aurait encore été scolarisé. Il est encore inattendu que ce jeune stagiaire, sans formation adéquate ni diplôme final, se soit vu confier la transmission des résultats de leurs tests aux patients atteints du virus HIV, alors que certains d'entre eux auraient fait l'objet d'un traitement non conventionnel administré sur instructions du chef de l'Etat, lequel n'étant pas médecin de formation, aurait souhaité selon les dires du demandeur, avoir un droit de regard sur l'évolution de « son » traitement de façon à pouvoir, toujours selon les dires du demandeur, en manipuler le contenu à des fins démagogiques. Enfin, dans le contexte de manipulations politiques et démagogiques indiqué par le demandeur, il est étonnant, que le demandeur ait été laissé seul en poste pour la transmission des résultats des tests sanguins aux patients atteints du virus HIV. Par ailleurs, le tribunal relève que la prétendue faute de procédure qui aurait été commise par le demandeur en transmettant les résultats des tests reste à l'état de pures allégations tant il reconnaît lui-même qu'il aurait été « *cependant plus que probable que le président et ses conseillers avaient prévu une procédure spéciale selon laquelle les résultats auraient dû faire l'objet d'un envoi préalable au cabinet présidentiel qui lui, se serait chargé de les retransmettre, ou non ou encore vraisemblablement falsifiés, mais cette procédure n'a de toute évidence pas abouti* » de sorte qu'il n'est pas avéré que cette prétendue faute aurait impliqué qu'il ait été recherché par les agents de la « *National Intelligence Agency* » suite à l'arrestation de son chef hiérarchique. Le tribunal se rallie partant aux conclusions du ministre selon lesquelles le récit du demandeur manque de crédibilité.

Quant à l'incertitude attachée à l'authenticité des documents versés par le demandeur, et plus particulièrement quant à l'attestation de scolarité, l'attitude du demandeur est éclairante pour apprécier la crédibilité de son récit. S'il convient de relever que confronté aux irrégularités de ce document par le ministre, il renonce finalement à s'en prévaloir, admettant ainsi qu'il s'agit d'un document falsifié, il n'en reste pas moins qu'il ressort du rapport d'audition que le demandeur remit ladite attestation au moment de son audition (page 3/11 du rapport). Il affirme par la suite « *qu'il avait demandé via email, à un camarade de collège de les lui faire parvenir, une fois qu'il avait déjà quitté la Gambie. Les documents lui sont parvenus par la Croix-Rouge luxembourgeoise et il ne sait pas de quelle manière son ami est entré en leur possession. De la même manière, il ignore les conditions dans lesquelles l'attestation a été rédigée et obtenue et admet ne pas être en mesure d'en certifier l'authenticité, ne pouvant que constater la pertinence des observations du ministre (...)* ». Le tribunal relève qu'il s'est écoulé une période de quelque huit mois entre le dépôt de la demande de protection internationale, le 24 septembre 2007, et la remise du document litigieux, le 8 mai 2008, période pendant laquelle le demandeur a constitué avec l'aide de son mandataire, le dossier appuyant sa demande. S'agissant de la pierre angulaire de son récit, le demandeur ne pouvait ignorer que ladite attestation sur laquelle reposent tous les faits invoqués à la base de sa demande de protection avait pour objet de justifier le stage d'un collégien auprès d'un laboratoire scientifique de réputation internationale, lequel stage étant inhabituel vu l'absence de formation adéquate du demandeur, tel que le tribunal l'a relevé ci-avant. Or, dans ce contexte précis, le demandeur est mal venu d'expliquer « *de ne pas être en mesure [de] certifier l'authenticité [de l'attestation]* » au motif que tout collégien fréquentant un établissement secondaire connaît le nom du directeur en fonction et détecte du premier coup d'œil si c'est bien lui qui a signé l'attestation requise, *a fortiori*, si la crédibilité de sa demande de

protection internationale repose sur cette pièce. S'y ajoute que le demandeur aurait dû également constater que le numéro de téléphone de l'établissement scolaire figurant sur ladite attestation n'était pas correct en ce qu'il y manquait un chiffre comme le relève le ministre (« (...) *mais aussi tous les numéros de téléphone en Gambie ont 7 chiffres et non pas 6 tel qu'il est inscrit sur l'attestation* »). Le tribunal en conclut que le demandeur ne pouvait pas ignorer au moment de la remise de l'attestation le 8 mai 2008 que cette dernière était irrégulière. Renonçant à se prévaloir de ladite attestation et en l'absence d'un autre certificat de scolarité en bonne et due forme, le demandeur reste en défaut de rapporter la preuve de son détachement au sein du « ... », détachement qui serait à l'origine des faits pour lesquels le demandeur aurait été recherché par les autorités. Cette conclusion n'est pas éternuée par la production par le demandeur de deux photographies de jeunes hommes en uniforme par lesquelles il tente de prouver sa scolarité étant donné qu'aucun établissement scolaire n'est identifiable à partir de ces photographies, que lesdites photographies ne sauraient expliquer le détachement au laboratoire et que surtout, le demandeur n'y est pas identifié et n'a pas pu faire l'objet d'une identification par son mandataire au cours de l'audience des plaidoiries.

S'y ajoute que le certificat de naissance versé par le demandeur a été établi le ... qui était un dimanche. Malgré les tentatives d'explications confuses du demandeur selon lesquelles il ne serait pas exclu que le calendrier musulman en vigueur en Gambie ne coïncide pas avec le calendrier grégorien ou que ledit certificat aurait pu être émis un dimanche « *à titre de faveur par exemple* (sic), *ou à tout autre titre comme par exemple la connaissance personnelle d'un membre de l'administration* (sic) », le tribunal se rallie à l'opinion du ministre qui avait émis de sérieux doutes quant à l'authenticité de ce document en ce que le demandeur n'apporte aucune explication plausible démontrant qu'un tel acte ait pu être établi un dimanche.

Des éléments qui précèdent, il se dégage que le récit incohérent et peu crédible du demandeur n'est pas de nature à établir l'existence d'une persécution ou d'une crainte de persécution susceptible de justifier la reconnaissance du statut de réfugié dans son chef au sens de la Convention de Genève et de la loi du 5 mai 2006.

Il s'ensuit que c'est à bon droit que le ministre a refusé au demandeur le statut de réfugié.

Quant au volet du recours ayant trait à la protection subsidiaire, il convient de relever que dans la mesure où le tribunal vient de retenir que les faits avancés par le demandeur pour se voir reconnaître la qualité de réfugié manquent de crédibilité, il n'aperçoit aucun élément susceptible d'établir, sur base des mêmes événements, qu'il existerait un risque de subir des atteintes graves, telles que la peine de mort ou l'exécution, la torture ou des traitements ou sanctions inhumains ou dégradants, ou des menaces graves et individuelles contre sa vie ou sa personne en raison d'une violence aveugle en cas de conflit armé interne ou international, au sens de la loi du 5 mai 2006.

C'est dès lors également à bon droit que le ministre a refusé au demandeur le statut de la protection subsidiaire.

Il se dégage de l'ensemble des considérations qui précèdent que c'est à bon droit que le ministre a déclaré la demande de protection internationale du demandeur comme non justifiée et que le recours en réformation est à rejeter comme non fondé.



## 2. Quant au recours tendant à l'annulation de l'ordre de quitter le territoire

Etant donné que l'article 19 (3) de la loi du 5 mai 2006 prévoit un recours en annulation contre l'ordre de quitter le territoire contenu dans une décision statuant sur une demande de protection internationale, le recours en annulation introduit contre pareil ordre contenu dans la décision déferée du 4 août 2010 est recevable pour avoir été, par ailleurs, introduit dans les formes et délai de la loi.

Le demandeur soutient en premier lieu que si la décision de refus d'octroi du statut de protection internationale encourt la réformation, il faudrait forcément annuler l'ordre de quitter contenu dans cette même décision.

En ordre subsidiaire, il conclut à l'annulation de l'ordre de quitter le territoire, au motif qu'il violerait de façon autonome tant l'article 129 de la loi du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration que l'article 3 de la Convention européenne des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Le demandeur estime en effet que le champ d'application de ces dispositions serait plus large que celui de l'article 2 c) et e) de la loi du 5 mai 2006. Il considère que le degré du risque de faire l'objet de mauvais traitements exigé pour obtenir la reconnaissance d'une protection internationale serait beaucoup plus élevé que celui requis pour interdire l'éloignement de l'étranger vers le pays dans lequel ce risque existe et que l'on ne saurait automatiquement conclure qu'un demandeur de protection internationale débouté ne puisse pas faire valablement état d'un risque de traitements inhumains ou dégradants dans son pays d'origine qui interdirait son éloignement vers ce pays. Le demandeur donne encore à considérer qu'il aurait établi ce risque grâce à un faisceau d'indices, constitué par les menaces, harcèlements et violences physiques dont il aurait été victime et par l'absence de protection de la part des autorités contre ces mauvais traitements. Enfin, il soutient que l'article 3 de la Convention européenne des droits de l'homme et des libertés fondamentales, combiné à l'article 129 de la loi du 29 août 2008, poserait un principe absolu d'interdiction de refoulement vers un pays où la personne concernée risque de faire l'objet de traitements contraires à l'article 3 de la Convention européenne des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

Aux termes de l'article 19 (1) de la loi du 5 mai 2006, une décision négative du ministre en matière de protection internationale vaut ordre de quitter le territoire.

Il résulte de l'article 19 (1) de la loi du 5 mai 2006 que l'ordre de quitter le territoire constitue la conséquence légale et automatique de la décision de refus de protection internationale. Il s'ensuit que dans le cadre d'un recours en annulation dirigé contre un ordre de quitter le territoire pris par application des dispositions de la loi du 5 mai 2006, la légalité de cette décision ne peut être attaquée que pour un vice qui lui est propre, et non pas pour tenir indirectement en échec le refus de protection internationale.

Il se dégage des conclusions ci-avant retenues par le tribunal que le ministre a refusé à bon droit d'accorder au demandeur un statut de protection internationale, de sorte qu'il a également pu valablement émettre l'ordre de quitter le territoire.

Si l'article 3 de la Convention européenne des droits de l'homme et des libertés fondamentales et l'article 129 de la loi du 29 août 2008 peuvent être invoqués et pris en

considération en dehors des demandes de protection internationale dans d'autres procédures, le moyen d'annulation fondé sur ces dispositions est toutefois inopérant dans le cadre d'un recours dirigé contre l'ordre de quitter le territoire pris en exécution d'une décision de refus de protection internationale, étant donné qu'il n'en constitue que la conséquence automatique et légale.

Le demandeur n'ayant invoqué aucun moyen relatif à la légalité intrinsèque de l'ordre de quitter le territoire, le recours en annulation est à rejeter comme étant non fondé.

**Par ces motifs,**

le tribunal administratif, deuxième chambre, statuant à l'égard de toutes les parties ;

reçoit en la forme le recours en réformation introduit contre la décision ministérielle du 4 août 2010 portant refus d'une protection internationale ;

au fond, le déclare non justifié et en déboute ;

dit qu'il n'y a pas lieu de statuer sur le recours subsidiaire en annulation

reçoit en la forme le recours en annulation introduit contre la décision ministérielle du 4 août 2010 portant ordre de quitter le territoire ;

au fond, le déclare non justifié et en déboute ;

donne acte au demandeur de ce qu'il déclare bénéficier de l'assistance judiciaire ;

condamne le demandeur aux frais.

Ainsi jugé par :

Carlo Schockweiler, premier vice-président,  
Françoise Eberhard, premier juge,  
Anne Gosset, juge,

et lu à l'audience publique du 16 mai 2011 par le premier vice-président, en présence du greffier assumé Sabrina Knebler.

s. Sabrina Knebler

s. Carlo Schockweiler

**Reproduction certifiée conforme à l'original**

Luxembourg, le 17 mars 2011

Le Greffier assumé du Tribunal administratif